

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

25^{ème} année - N°4692 - Jeudi 22 Août 2024 - Prix : 200 Fc

ENERGIE :

On reprend les mêmes et on recommence



ETUDES SUPÉRIEURES :

**Une cinquantaine d'étudiants
partiront en Chine**

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

17 Swafar 1446

**Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Août 2024**

Lever du soleil:

06h 20mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 05h 05mn

Dhouhr : 12h 14mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



AUDITION DU MINISTRE DE L'AGRICULTURE :

Bandar vise l'autosuffisance alimentaire

La commission des finances de l'Assemblée de l'Union s'est réunie ce mardi 20 août pour auditionner le ministre de l'Agriculture. A en croire le ministre Dr Daniel Ali Bandar, cette audition portait sur la présentation de son plan de travail et sur l'exécution budgétaire en cours.

Lors de cette audition, le ministre de l'agriculture Dr Daniel Ali Bandar, a procédé à une présentation de son plan de travail et l'exécution budgétaire en cours. Plusieurs questions ont fait l'objet de cette rencontre à l'instar des produits de première nécessité, plus particulièrement la production agricole, la pêche, la production de provende pour l'élevage de volaille... Deux points ont été abordés à savoir le devenir de la société nationale de pêche, l'appui à la Chambre

d'Agriculture, etc. Joint au téléphone, le ministre de l'agriculture a précisé que des appuis multiformes de son département sont au programme pour le développement de la production agricole. « Nous avons un plan à court et moyen terme sur l'alimentation ». Et de continuer : « nous sommes en possession de plusieurs produits dont nous allons nous occuper notamment la logistique et l'approvisionnement des produits dans les différents marchés à savoir Rotary, Al-watwan, Mwali et Ndzouani, etc. »

Pour la pêche, Bandar fait savoir qu'une solution rapide est en vue. « Nous pensons à augmenter l'appui à la chambre d'agriculture qui est une interface essentielle entre les acteurs engagés dans la recherche du bien-être de notre population. » Il insiste sur une autosuffisance alimentaire du pays. « Grace aux matériels agricoles

fournis aux différents CRDE, nous allons nous en tenir à la vision du Plan Comores Emergent initié par le Chef de l'Etat pour aboutir à une autosuffisance alimentaire dans notre pays. » Il compte sensibiliser tous les agriculteurs et les vendeurs pour les encadrer dans leurs différentes activités. « Nous allons accompagner les agriculteurs en semences, sur la récolte et veiller sur les maladies. S'ils cultivent beaucoup, on s'engage à mettre en place une chambre froide active pour les conserver comme les fruits afin d'éviter toute pénurie », assure-t-il.

Le ministère compte créer à une ferme agricole qui nécessite la plantation d'un seul produit dans le même terrain. Par ailleurs, « pour l'élevage, nous procéderons à une insémination artificielle entre les moutons comoriens et d'ailleurs, afin d'obtenir plusieurs litres de lait par jour. », renchérit-



Dr Daniel Ali Bandar, ministre de l'agriculture

il. Pour augmenter la production agricole, surtout les produits de la pêche et de l'élevage le ministre s'inspire de la citation « prenons le taureau, par les cornes ». Un pro-

cessus qui implique la baisse de la spirale de la hausse des prix dans le court terme.

Mohamed Ali Nasra

LUTTE CONTRE LES VBG :

Une dizaine des para-juristes en formation

Une poignée de parajuristes poursuivent une formation dans le cadre d'un appui aux services d'écoute en matière de prise en charge des victimes d'agression sexuelle et des poursuites judiciaires afin de punir le criminel. Cette formation de cinq jours encadrée par la Croix-Rouge française et le Croissant rouge comorien veut apporter un soutien aux activités des cellules d'écoute quant aux

violences faites au plus vulnérable.

C'est dans le but de prêter main forte aux activités dirigées par les services d'écoute en termes d'assistance psychologique aux victimes d'agression sexuelle. Et bien que cette assistance soit jugée importante pour les victimes, les services d'écoute, c'est-à-dire les bénéficiaires ont signalé depuis un moment des

faillies sur les procédures judiciaires.

C'est-à-dire, faire en sorte que le coupable réponde de ses actes. Ces dizaines des parajuristes en formation doivent non seulement faciliter le travail des cellules d'écoute à conduire le coupable derrière les barreaux mais surtout se rassure que la sentence soit respectée dans les délais requis. Il convient de rappeler la doléance de l'officier Zainabou de la brigade des mineurs. « La justice

fait régresser les efforts de la police. Conduire un criminel de sang ou de sexe derrière les barreaux et le voir dehors après une semaine de condamnation. Ça réduit à néant les efforts de la police », a-t-elle jugé.

Lors de la séance d'ouverture de la formation, Youssouf Ismael délégué général aux droits de l'homme a précisé dans son allocution, que « cette formation doit lutter contre l'impunité des agresseurs, favoriser

une stratégie de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants que les participants soient très disciplinés sur l'appareil judiciaire ». Cette formation organisée par l'Ong Shawiri au profit des services d'écoute prendra fin ce vendredi 23 août dans le but d'offrir des meilleures pratiques aux services d'écoute.

Kamal Gamal

DÉLINQUANCE JUVÉNILE:

Une situation préoccupante à Anjouan

Depuis peu, l'île d'Anjouan est le théâtre d'une violence jusqu'ici sans précédent. Selon certains observateurs, cette situation est la résultante de l'opération Wuambushu menée récemment par les autorités françaises sur l'île de Mayotte. Sur les ondes de l'Ortc, des cultivateurs ont exprimé leurs inquiétudes concernant les vols dans leurs champs. « Ces jeunes désœuvrés ont importé d'autres méthodes de banditisme qui alimentent la délinquance de manière contagieuse », a déploré Ali Ahmed, conseiller municipal.

"Nous avons des cas d'enfants égarés en raison du manque d'autorités religieuses influentes dans nos villes et villages. Mais l'arrivée des jeunes expulsés de Mayotte aggrave l'instabilité dans nos quartiers », a déclaré Chouanyib Nidhoim, ancien maire adjoint à la Mairie de Mutsamudu, lors d'une récente rixe

entre des jeunes de deux quartiers de Mutsamudu. A en croire ce dernier, les jeunes expulsés de l'île sœur de Mayotte sont impliqués dans des actes de vol et de violence, créant une atmosphère d'insécurité sans précédent pour les habitants.

Il n'est pas le seul d'ailleurs, une autre victime lance un cri de détresse en témoignant. « Une nuit,

on était en pleine fête, et deux brigands du quartier, des expulsés de Mayotte ont débarqué et volé des objets y compris mon iPhone 8+ », témoigne l'informaticien, Saïd Ali Chamsidine alias Allo. Pour Saindou Ali Abdou, paysan, « mon neveu est parmi ces expulsés, avec ses comportements inspirés des jeunes mahorais, ce mineur se trouve à

la prison de Koki. Ça fait couler des larmes à la famille, depuis une semaine qu'il est arrêté, mais c'est le destin » a-t-il rapporté à La Gazette.

« Il est crucial que les autorités locales et les leaders communautaires prennent des mesures pour s'attaquer à ce problème de délinquance et de violence afin de protéger la population », a renchéri M. Jaffar membre du cabinet du gouverneur de l'île d'Anjouan qui recommande le renforcement de la sécurité en collaboration avec les autorités centrales, l'implication des jeunes dans des programmes de réhabilitation et de réinsertion, ou encore la coopération avec d'autres organismes compétents. Des actions qui pourraient permettre de contrôler la situation et de résoudre ce problème.

Un avis qui semble partager Ahmed Salim, alias Salomon, leader associatif et porte-parole du mouvement pour la réconciliation des Anjouanais. Il précise : « ces

programmes pourraient inclure des séances de counseling, des formations professionnelles, des activités sociales et culturelles, ainsi qu'un suivi régulier pour garantir leur réadaptation réussie ». Des programmes de réhabilitation qui doivent être adaptés aux « besoins spécifiques des jeunes délinquants à Anjouan », en prenant en compte leur contexte culturel, social et économique, selon le sociologue M. Moussa Tous s'accordent à dire que la solution repose dans la collaboration entre les autorités locales, les organismes de protection de l'enfance et les organisations spécialisées dans l'accompagnement des jeunes en difficulté. Une étape cruciale qui devrait permettre la mise en place de mesures efficaces pour aborder ces problèmes et protéger la jeunesse de l'île.

Younès



photos d'illustration (appel à l'ordre).

ENERGIE :

On reprend les mêmes et on recommence

Dans un arrêté, le ministère de l'énergie a mis en place « un comité technique ad hoc chargé de préparer et de suivre techniquement et financièrement la mise en œuvre des travaux de révision des groupes thermiques de la société nationale d'électricité des Comores (Sonelec) ». Un comité très critiqué, surtout que certaines personnes présentes dans ce comité avaient des responsabilités et n'ont rien apporté comme solution.

annonçant la mise en place d'un comité ad hoc pour suivre les travaux de révision des groupes électrogènes, on s'attendait à de nouvelles têtes.

Mais ce n'est pas le cas. On prend les mêmes personnes et on recommence. C'est le moins que l'on puisse dire de ce comité mis en place par le ministère de l'énergie, de l'eau et des hydrocarbures. « Le comité technique assure la préparation, la mise en œuvre et la coordination technique des activités liées à toutes les opérations en lien avec les révisions des groupes thermiques de la Sonelec », lit-on dans cet arrêté du 16 août 2024. A ce titre, il est chargé de faire le diagnostic des besoins en maintenance des 16 moteurs électrogènes identifiés, d'assurer la fourniture des pièces de rechange pour lesdites révisions conformément au diagnostic des besoins cité ci-dessus, d'assu-

rer la qualité et la conformité des pièces de rechange fournies mais également d'assurer la direction et la supervision des travaux de révision. Des prérogatives déjà attribuées au directeur général et à la direction technique. Ce qui pousse certains à s'interroger, que fait Djounaid encore à la SONELEC ?

Le comité technique est composé de Maoulida Ali Mlanaoindrou, directeur général de la DGME, Nafoudine Habibi, directeur technique de Sonelec, Mohamed Ali Said Mkadzilé, conseiller du directeur général de Sonelec, Ahmed Mzé Mbaba chef de passation des marchés de Sonelec et enfin André Raymond consultant expert. Force est de constater que tous ses mem-

bres avaient et ont des responsabilités à la Sonelec et n'ont pas pu résoudre ce problème, malgré les milliards injectés à la société. Il est à noter que la crise énergétique qui frappe le pays ces derniers mois est due à un manque de révisions des moteurs au niveau des centrales. Jusqu'à présent, les groupes électrogènes ne sont toujours pas révisés car les pièces de rechange ne sont pas arrivées.

Faut-il rappeler que le gouvernement avait débloqué avant le mois de ramadan, 4 milliards de franc comorien dont 2 milliards pour l'achat de trois groupes et 2 milliards pour les pièces de rechange. Et selon nos informations, le gouvernement pourrait encore

débloquer de l'argent pour l'achat des mêmes pièces de révision. A préciser aussi que dans le comité ad hoc, on peut voir Mohamed Ali Said Mkadzilé qui était le directeur technique de la Sonelec et qui ne s'est jamais manifesté en tant que directeur technique. Et le chargé de passation de marchés lui aussi n'a jamais demandé pourquoi les pièces ne sont toujours pas arrivées, alors que c'est lui qui se charge de toute la procédure. Donc on reprend les mêmes et on recommence au risque de replonger le pays dans le noir.

Nassuf Ben Amad

ÉTUDES SUPÉRIEURES :

Une cinquantaine d'étudiants partiront en Chine

Lancé depuis 1980, le programme chinois visant à octroyer des bourses aux jeunes élites comoriennes se poursuit. Pour cette année, une cinquantaine d'étudiants en ont bénéficié et poursuivront leurs études supérieures en terre chinoise.

L'ambassade de Chine en Union des Comores a organisé mercredi 21 août dans ses locaux la traditionnelle cérémonie de remise de bourses aux étudiants comoriens qui vont poursuivre leurs études supérieures en Chine. Cet événement annuel est une manière d'annoncer officiellement les nouveaux étudiants comoriens sélectionnés pour poursuivre leurs études dans les universités chinoises. Dans son intervention, l'ambassadeur Guo Zhijun, a adressé ses chaleureuses félicitations aux nou-

veaux boursiers tout en leur souhaitant la bienvenue sur le territoire chinois, leur seconde patrie. « Je reconnais que la vie à l'étranger est parfois plus difficile. Vivre dans un nouveau climat différent du vôtre, la nostalgie fréquente ou encore les difficultés de maîtrise de la langue chinoise pourront probablement être des soucis pour vous. Mais je suis sûr que vous allez surmonter tous ces obstacles », a-t-il déclaré.

Dans son intervention, le diplomate chinois a également montré l'importance de l'éducation qui selon ses mots reste la clé du développement socio-économique d'un pays. A noter que cette année, ils seront une cinquantaine d'étudiants sélectionnés selon des critères stricts, qui s'envoleront pour Pékin dans le cadre de ce programme pour poursuivre leurs études dans divers domaines notamment l'agriculture,



la médecine et autres. « Le président Azali Assoumani va participer au sommet sino-africain qui se tiendra du 04 au 06 septembre à Beijing. Il y'aura éventuellement un tête à tête entre le chef de l'Etat comorien et le président chinois Xi Jinping. Ça sera l'occasion pour les deux présidents de renforcer davantage les relations

entre les deux pays », a-t-il souligné.

A son tour, le directeur général de l'enseignement supérieur qui remplaçait le ministre de l'éducation dans cette cérémonie a exprimé ses remerciements au nom du gouvernement comorien à l'endroit de la République Populaire de Chine. En insistant sur l'importance des rela-

tions entre la Chine et l'Union des Comores, il a cité la formation de plusieurs cadres comoriens, l'ouverture du centre Confucius et bien d'autres projets. « Nos relations bilatérales sont excellentes. Et le départ de ces boursiers, c'est encore la preuve que la Chine veut contribuer au développement du pays et à la formation des talents », a-t-il avancé.

De son côté, la présidente de l'association des étudiants comoriens en Chine a appelé les nouveaux boursiers à être attentionnés. « La première année est tellement décisive pour la suite des études en Chine. Il faut savoir s'intégrer et bien apprendre la langue chinoise. Car sans la langue, vous aurez des difficultés sur place », s'est-elle adressée aux étudiants.

MY

FORUM D'AFFAIRES TANZANIE-COMORES

Le transport, le commerce et l'agriculture au cœur des échanges

Un forum d'affaires a réuni ce mercredi 21 août une cinquantaine de sociétés tanzaniennes et quelques représentants des institutions locales dans le but d'échanger sur le développement des secteurs de l'agriculture, de l'élevage et du transport. Le gouverneur de Ngazidja Ibrahim Mze a parlé d'un forum tant technique que politique sur l'amélioration de la coopération entre Moroni et Dar-es-Salam.

Présent à l'ouverture des discussions, le locataire de Mrodjou a déclaré à la presse : « Cette réunion est capitale pour l'amélioration des affaires entre la Tanzanie et les Comores. Cette réunion quitte le cadre politique, car il n'y a que les concernés c'est-à-

dire les commerçants tanzaniens et comoriens qui vont échanger sur comment s'aider mutuellement dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et du transport. C'est une

rencontre très technique car ils connaissent les points forts et faiblesses desdits secteurs et peuvent aboutir à des solutions prometteuses. » Et de poursuivre : « De notre

part le gouvernorat et les Chambres de commerce et d'agriculture du pays sont en cours de discussion sur comment accompagner les recommandations qui seront retenues après ce forum. »

Ce chef de l'Exécutif de l'île a rappelé des liens de sang, de fraternité entre Moroni et Dar-es-Salam. « Nos ancêtres n'avaient que Madagascar et la Tanzanie surtout Zanzibar appelé autrefois (Wungudja) pour faire leur commerce. Ce n'est pas étrange si l'on renforce aujourd'hui nos capacités de coopération dans le commerce et autres domaines » dit-il.

Ce forum d'affaires organisé par l'ambassade de la Tanzanie à Moroni en collaboration avec le ministère de l'agriculture et la pêche doit ouvrir des opportunités

phares pour ceux qui commandent des produits à Zanzibar. « Environ 50 personnes sont venues de la Tanzanie pour renforcer cette coopération. Ce sont des sociétés laitières, de café, des bovins, de transport et d'autres produits dont les Comores en dépendent. Ils sont là pour échanger avec les comoriens sur comment renforcer le système de commerce. Inversement, les tanzaniens qui veulent s'investir aux Comores vont à travers ce forum échanger avec l'ANPI, sur le code des investissements. Il y'a l'Inrape et l'Exim Bank pour apporter des réponses sur les difficultés des domaines concernés », a expliqué Said Othman Yakubu, ambassadeur de la Tanzanie accrédité à Moroni.

Kamal Gamal



forum d'affaire Tanzanie-Comores.



SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET EN CHARGE DES ETUDES DE FAISABILITES, DE CONCEPTION ET PREPARATION DE DAO POUR LE DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES A MORONI-MUTSAMUDU-FOMBONI)



SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

UNION DES COMORES PROJET REGIONAL DE RESILIENCE CLIMATIQUE (PRRC)

N° de don : IDA-191-KMN° de référence : 2024-013/MATUAFTT/PRRC/

Date de l'Avis : 13 aout 2024

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale, pour couvrir les coûts des activités du Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC) et, a l'intention d'utiliser une partie de ce Don (Don N°E191-KM), pour effectuer les paiements au titre du contrat pour la réalisation des études de faisabilités, de conception et préparation de dossier d'appel d'offres (DAO), pour le drainage des eaux pluviales à Moroni, Mutsamudu et Fomboni dans le cadre de la mise en œuvre du projet PRRC.

2. La mission a pour objectif de faire des études techniques détaillées (APS, APD, DAO) pour la conception des ouvrages de drainage des eaux pluviales situés dans les bassins versants ciblés à Moroni, Mutsamudu et Fomboni accompagnés de proposition d'amélioration du tissu urbain existant (voiries et aménagements urbains).

3. Les Services de Consultants (« les services ») comprennent une Etude Diagnostique en Profondeur aux Plans Techniques et Institutionnel de la Problématique du Drainage en Milieu Urbain, incluant du réseau routier existant et l'Accumulation des Eaux Pluviales dans les Zones d'études Ciblées de Moroni, Mutsamudu et Fomboni.

4. Dans le cadre de cette mission, le cabinet / firme / bureau d'études aura, pendant la durée de la mission estimée à onze (11) mois y compris les délais de validation des livrables, à mobiliser du personnel (experts) au nombre de neuf (09) qualifié et compétent en garantissant la présence effective du personnel clé pendant les études techniques.

Les termes de référence détaillés (TDRs) pour cette mission peuvent être obtenus à l'adresse email indiquée ci-après : rcrpcocomores@gmail.com; mohamedabderemane2020@gmail.com; foudhoi90@yahoo.com

5. L'Unité de Gestion du Projet Régional de Résilience Climatique invite les consultants éligibles à manifester leur intérêt à fournir leurs prestations pour la mission décrite ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les services. Les Critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- **Qualification juridique** : cabinet ayant pour objet social d'opérer dans le domaine concerné par l'étude ou similaire ;
- **Qualification administrative** : cabinet ayant l'autorisation administrative d'opérer dans le domaine ;
- **Qualification technique** : cabinet disposant du personnel, des matériels et/ou outils pour effectuer la mission ;

Expériences :

- * Justifier d'au moins huit (08) expériences dans le domaine des études d'assainissement/ drainage des eaux pluviales, en général, durant les dix (10) dernières années ;
- * Justifier d'au moins de deux (02) expériences réussies dans le domaine d'études de voirie urbaine durant les dix (10) dernières années.

- Autre(s) expérience(s) nécessaire(s) dans le domaine
- Références pertinentes d'au moins quatre (04) d'études d'assainissement des eaux pluviales pour des marchés de travaux supérieur

ou égal à un million deux cent mille dollars américains au cours des dix (10) dernières années ;

- * Références de deux (02) études de voiries urbaines pour des marchés de travaux d'au moins cinq cent mille dollars au cours des dix (10) dernières années.

Les experts clés ne seront pas évalués au stade de la présélection.

6. L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement FPI » de la Banque Mondiale de juillet 2016, révisé en septembre 2023. (« Règlement »), énonçant la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts.

Les consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour renforcer leurs qualifications, mais doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'une coentreprise et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'une coentreprise, tous les partenaires de la coentreprise seront conjointement et solidairement responsables de l'intégralité du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Un consultant (firme) sera sélectionné conformément à la méthode « sélection fondée sur la qualité et le coût- SFQC » énoncée dans le paragraphe 7.16 et 7.17 du Règlement de Passation des Marchés.

De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les jours de travail du lundi au vendredi aux heures **de bureau 08h30 à 16h00**.

Les manifestations d'intérêt rédigées en français constituées d'un (01) dossier original et deux copies et une version électronique sur Clé USB doivent être déposées sous plis fermés avec la mention :

« Recrutement d'un Cabinet pour le Marché de Consultation Référencée 2024-013/MATUAFTT/PRRC », avant le **mardi 24 septembre 2024**.

Le dossier de manifestation d'Intérêt comprendra :

- Une lettre de manifestation d'intérêt précisant la mission ;
- Un dossier de présentation du consultant (firme) comprenant au minimum : une copie conforme du registre du commerce et des statuts le cas échéant, définissant la forme juridique du cabinet, le détail des domaines d'intervention du consultant (firme).
- Les références professionnelles accompagnées des attestations de bonne fin d'exécution, les contrats et les preuves de paiement.

À l'attention de : Mme Foudhoiyila OMAR, Coordinatrice ai
Projet Régional de Résilience Climatique (PRRC)

Email : rcrpcocomores@gmail.com;
mohamedabderemane2020@gmail.com; foudhoi90@yahoo.com
Téléphone : +269 346 82 03/ 453 43 12

Enceinte du Projet PALU, Bat. Fonds Routier, Rez de Chaussée, BP 12 Moroni – Comores, Ministère de l'Aménagement du Territoire de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières et des Transports Terrestres (MATUAFTT), Moroni-Union des Comores,

ELIMINATOIRES CAN 2025 :

"Nous avons une équipe capable de s'imposer à l'extérieur"

Si la chose n'a pas encore été rendue officielle par l'instance faitière du football comorien (FFC), tout semble indiquer que la rencontre comptant pour la première journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025 ne se jouera pas en terre comorienne. Et selon les indications données par la Confédération Africaine de Football (CAF), les Comores recevront la Gambie au Maroc.



Une perspective qui ne semble pas effrayer le sélectionneur des Verts, même s'il est vrai qu'il aurait aimé que ce premier match se joue à domicile pour le bien des supporters et des joueurs. « C'est sûr que si on joue à domicile, c'est autre chose, parce que le public transcende les joueurs et beaucoup plus à l'aise à

domicile. Ça fait du bien à tout le monde. Le public peut venir voir les entraînements, encourager les joueurs. Durant les matches, il y'a des moments clef et le public a toujours démontré un grand attachement à l'équipe donc, c'est sûr qu'on préfère jouer à domicile.»

Et le sélectionneur de rajouter sur les inconvénients ou autres avantages qu'il y'aurait si le match se joue à l'extérieur. « Maintenant,

il y'a pas d'avantages ni inconvénients de jouer à l'extérieur car, il faut quand même considérer qu'on a joué cinq matches sur sept à l'extérieur, ça ne nous a pas empêché de battre le Cap-Vert en France, le Tchad, et l'Ouganda au Maroc. » Il attribue cela à la maturité de son équipe. « En fait, on a une équipe qui est mature, qui est capable de s'imposer même à l'extérieur. Sur un point de vue psychologique, il y'a rien à dire, c'est des professionnels, ils savent très bien pourquoi ils sont là et quels sont nos objectifs », a renchéri Stefano Cusin.

Sur les deux premières journées de ces éliminatoires, le sélectionneur se veut rassurant. « Effectivement le stage débutera le 1er septembre. La liste sortira autour du 28-29 août de façon à s'assurer que tout le monde se

porte bien. Nous sommes dans la continuité, c'est un groupe qui a démontré de la qualité, qui est compétitif et qui a fait des résultats. » Et ce dernier de promettre du nouveau dans la liste du mois de septembre. « C'est normal, il faut qu'à chaque stage on arrive à se renforcer à prendre un ou deux nouveaux joueurs qui peuvent nous apporter quelque chose de plus. Ça sera le cas pour ce regroupement. Je suis content de l'apport des joueurs, de l'enthousiasme de tous. J'ai eu l'occasion de discuter avec tous les joueurs, ils sont tous titulaires dans leurs clubs. En ce qui me concerne je suis content du groupe », qui doit défendre les couleurs nationales en septembre, contre la Gambie et la Tunisie.

Imtiyaz

INSERTION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP :

"La tendance et les perceptions doivent changer"

Horizon Handicap Comores a obtenu un financement d'Expertise France pour l'insertion et l'autonomisation des personnes vivant avec un handicap. Investie depuis 2016 pour apporter son expertise au bénéfice de cette catégorie de personnes, cette structure composée de spécialistes des domaines différents continue d'apporter sa contribution à la résolution des problèmes d'insertion des personnes handicapées des Comores.

Ce mardi 20 août s'est tenue à l'Alliance française de Fomboni-Mohéli, une conférence de presse organisée par des responsables de l'ONG Horizon handicap Comores. C'était pour sensibiliser la population sur les besoins réels des personnes en situation de handicap qui, selon Hadji Assane le conférencier, accroissent transversalement de jour en jour. « Il y a lieu à ce que ces dernières arrivent par elles-mêmes à trouver des moyens adaptés et durables leur permettant d'affronter dignement les enjeux de la vie », estime-t-il. Car, dit-il, il a été constaté que la majeure partie des personnes en situation de handicap vit généralement dans la dépendance et des aides superficielles qui ne résolvent pas les réelles difficultés liées à leur quotidien.

« Elle est parfois perçue par certaines personnes comme incapable, oisive, sinon une simple bouche à nourrir », a-t-il fait observer. Et de poursuivre. « Aujourd'hui la tendance et les perceptions doivent changer. Nous comptons dans le monde entier des docteurs malvoyants, des spécialistes et experts handicapés dans plusieurs domaines de la vie active. » Après la conférence, ces défenseurs des personnes à mobilité réduite ont rencontré le

même jour au siège de la mairie de Mwalimdjini, tous les maires de Mohéli pour le même objectif. Ils vont ensuite rencontrer l'exécutif de l'île, les parents des personnes handicapées, les professionnels et écoliers mais aussi les personnes handicapées.

L'objectif est de parvenir à établir une atmosphère favorisant l'insertion, la priorisation et la mise en valeur de l'insertion des personnes en situation de handicap. Horizon handicap Comores va proposer à travers ce projet, quelques micro-emplois collectifs et individuels mais surtout des formations professionnelles de courte durée. Des interventions qui s'effectueront dans les trois îles selon les responsables.

Riwad



Horizon Handicap Comores en conference.



NATIONS UNIES COMORES

AVIS DE PUBLICATION

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) aux Comores informe le public qu'il a lancé un appel d'offres pour le recrutement d'une société de sécurité et gardiennage de la Maison des Nations Unies et des résidences du personnel international des Nations Unies en fonction aux Comores, dans le cadre d'un accord à long terme (LTA).

L'intégralité de la publication ainsi que les termes de référence en français sont accessibles à travers les liens ci-après :

* **UNGM**
<https://www.ungm.org/UNUser/Notice/242633>

* **PROCUREMENT NOTICES**
https://procurement-notices.undp.org/view_negotiation.cfm?nego_id=23276

Le dossier complet ainsi que les instructions y afférentes peuvent être téléchargés suivant les liens de publication ci-dessus.

Toutes les demandes d'informations doivent être envoyées à l'adresse de messagerie : achats.km@undp.org

Une visite du site et une conférence préparatoire seront organisées le 15 août 2024 à partir de 10H00 à la maison des Nations Unies sise à Hamramba-Moroni.

Toutes les entreprises intéressées doivent confirmer par courriel (achats.km@undp.org) leur participation à la conférence préparatoire.

Adresse de dépôt des offres en ligne unique :

Les offres peuvent être soumises uniquement en ligne par le système Quantum du

PNUD à travers le lien suivant : <https://idcs-950009d4c7154de7b9a4acb69ea50742.identity.oraclecloud.com/ui/v1/signin> puis rechercher la négociation en utilisant le numéro de référence : UNDP-COM-00137 avec votre propre mot de passe au plus tard : **à la date et à l'heure indiquée dans le système.**

- Référence du dossier dans Quantum : UNDP-COM-00137
- BU : COM10

Veillez-vous inscrire à l'appel d'offres pour recevoir les modifications ou les mises à jour y relatif.

Si vous n'êtes pas encore enregistré dans le système, vous pourrez le faire et suivre les instructions de l'enregistrement étape par étape comme spécifié dans le guide téléchargé dans la plateforme via le lien suivant : <https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/fscmUI/faces/PrcPosRegisterSupplier?prcBuld=300000280272974&lang=fr>



UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat



**GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT**

جمهورية القمر
المتحدة
- اتحاد
الجزر القمرية
- اتحاد
السعيدة والبيئة
- اتحاد
الجزر القمرية

**Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole
(AEFPF-Comores)**

CELLULE D'EXECUTION DU PROJET

Don n°: 590015 5017604

Projet n°: P-KM-A00-002

Avis d'Appel d'Offres International

**Travaux de taille moyenne
Procédure à enveloppe unique**

IAS N° : AOI/Tvx/01/2024/ AEFPF/INRAPE/CRDE

Acheteur : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche de
l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat

Projet : **Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole
(AEFPF-Comores)**

Intitulé du Marché : **Travaux d'assemblage des éléments pré-
fabriqués pour la mise en place des serres et systèmes d'irri-
gation dans les CRDE en lot unique**

Pays : Union des Comores

Don N° : 590015 5017604

Méthode de passation de marché : Appel d'Offres international

AOI N° : AOI/Tvx/01/2024/AEFPF/INRAPE/CRDE

Émis le : **Le 19 AOUT 2024**

1. Le gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Africain de Développement (BAD) ci-après dénommée la Banque pour financer le Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole aux Comores et a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché pour les « **Travaux d'assemblage des éléments préfabriqués pour la mise en place de serres et systèmes d'irrigation dans les CRDE en lot unique** ». Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement.

2. Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat sollicite des offres sous plis fermés de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour les « Travaux d'assemblage des éléments préfabriqués pour la mise en place des serres et les systèmes d'irrigation dans les CRDE en lot unique » et dans les localités ci-après dans un délai de quatre (04) mois.

Grande Comore : **MKAZI VELVERDER, MAOUENI MBOUDE,
SITE INRAPE(MAOUENI), HAMALENGO DIBOINI**

Anjouan : **BANDRAMADJI**

Moheli : **MIBANI (grand exploitant), MIBANI (parcelle de
CRDE), MLEDJELE**

La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'offres (AOI) ouvert telle que définie dans le Cadre de Passation des Marchés de la Banque 2 octobre 2015 du Cadre de passation des marchés applicable conformément à l'accord juridique et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Cadre de Passation des

Marchés.

3. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès des bureaux du Projet d'Urgence d'Appui à la Production Agricole (AEFPF-Comores) : Courriel: aefpfcomoresbad@gmail.com/rpmaefpf.comoresbad@gmail.com/Nadjib.cnaefpfcomores.bad@gmail.com, Téléphone : (+269) 733 12 81 et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous : Projet AEFPF : sis à la Direction Générale des Ressources Halieutiques - Union des Comores ; durant les heures de travail du lundi au vendredi de 8h 30mn à 16h30 mn.

4. Le Dossier d'Appel d'offres en français peut être obtenu par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous.

5. Les offres doivent être remises à l'adresse ci-dessous Projet AEFPF-COMORES : sis à la Direction Générale des Ressources Halieutiques - Union des Comores au plus tard **le 2 octobre 2024 à 13h 00mn heure locale**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse mentionnée ci-dessous du Projet AEFPF-COMORES **le 2 octobre 2024 à 13h à 13h 30mn heure locale**.

6. **Les offres doivent être accompagnées d'une garantie bancaire de soumission pour un montant de deux millions (2 000 000 KMF) ou son équivalent en monnaie librement convertible.**

7. Veuillez noter que le Cadre de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

8. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :
A l'attention du Coordinateur National du Projet (**AEFPF-Comores**)

Cellule d'Exécution du Projet (CEP)

Bureau : sis à la Direction Générale des Ressources Halieutiques
Moroni - Union des Comores

Mobile : (+269) 345 34 69/(+269) 332 11 42

Email: aefpfcomoresbad@gmail.com

Nadjib.cnaefpfcomores.bad@gmail.com

rpmaefpf.comoresbad@gmail.com